



*Quartier de Wazemmes [Lille],  
photographie de Brice Noreh, 2007.*

# QUELS ENJEUX CONTEMPORAINS

FACE À L'HISTOIRE  
DES IMMIGRATIONS ?

Interventions et débats  
au cours du colloque du 18 juin

## TRAITER

### les vrais problèmes

Youcef BOUDJEMAÏ

Directeur du service Droit des Jeunes (DRIJE), Vice-président de La Rose des Vents et coordinateur de Mémoire d'en France

Comment cet héritage se traduit-il en action publique ou associative ?

Abdellah SAMATE

Président de l'Association des mineurs marocains du Nord (AMMN)

Qu'est-ce que l'immigration ? Qu'est-ce que la France ? Où est le réel problème ? Des moyens financiers ont été attribués aux associations et aux centres sociaux parce que des problèmes ont été identifiés. Ces problèmes sont donc pris en compte ; la loi contre les discriminations est aussi un progrès.

Cependant, les pouvoirs publics ne jouent pas le jeu et ne traitent pas le vrai problème. Pour l'instant, les immigrés servent de bouc émissaire, mais les pouvoirs publics devront un jour faire face à leurs responsabilités et traiter les vrais problèmes. Qu'ont apporté les immigrés ? Pourquoi sont-ils en France ?



Le village sénégalais  
à l'Exposition du Nord de la France [Arras],  
photographie anonyme, 1904.

### Exotisme et présence migrante des Suds

Le Nord-Pas-de-Calais se tourne, dès le milieu du XIX<sup>e</sup> siècle, vers les outre-mers. De nombreuses marques d'industrie adoptent une identité ultra-marine et entreprennent de vendre rêves et horizons lointains. La société Vrau lance son « Fil au Chinois » ; l'amidon de Valenciennes se trouve une « mascotte créole » ; les parapluies d'Arras convoquent sultanes et beautés orientales. Les Suds sont partout, dans la presse, les affiches murales et les réclames commerciales. Dans le Nord, l'exotisme est associé à un nom : Victor Vaissier. Dès 1887, il organise des cavalcades mettant en scène le prince du Congo, emblème de sa marque La Savonnerie du Congo.

En mars 1887, à Roubaix, défile une Afrique fantasmée au service du « roi Makoko », incarné par Victor Vaissier lui-même. Mais c'est sa résidence qu'il nomme le Palais du Congo, construite en 1892, qui marque l'opinion et laisse les observateurs stupéfaits par l'ampleur de sa réalisation. La région se tourne également vers l'Empire par d'autres voies, avec par exemple la création à Lille, en 1853, du Musée industriel et commercial et des colonies (puis Musée commercial et colonial en 1884).

Ainsi se forme une culture coloniale faite de curiosité pour l'exotisme, de passion pour l'Ailleurs, dans laquelle les représentations du « sauvage » et du colonisé dessinent les contours de l'appréhension inquiète de l'altérité. Au même moment les premiers travailleurs kabyles arrivent dans les centres textiles de Roubaix ou houillers de Valenciennes ; et les premiers vendeurs ambulants ou dockers africains et asiatiques sont présents dans toute la région et sur le littoral comme à Dunkerque. L'histoire des immigrations coloniales de travail commence alors.

À la suite de la série de catastrophes — et plus spécifiquement celle des Mines de Courrières en 1906 où meurent plus d'un millier de mineurs —, ils sont quelques centaines à travailler dans le bassin minier et la Sambre industrielle. Les centres miniers du Valenciennois, de Courrières, d'Anzin, de Liévin et de Drocourt, les villes de Roubaix, Tourcoing ou Maubeuge accueillent ces « primo-émigrés » qui préfigurent les filières d'émigration des travailleurs maghrébins de la génération des années 50-60.

## L'HISTOIRE DES TRAVAILLEURS

chinois à Dunkerque

Youcef BOUDJEMAÏ

Les facteurs politiques et sociologiques ont-ils fait évoluer votre travail ?

Nicolas FOURNIER

Archiviste aux Archives municipales de Dunkerque

Les Archives ont pour missions de conserver, de communiquer et de valoriser leurs fonds documentaires. Nous travaillons pour l'histoire de l'immigration en collectant méthodologiquement la mémoire, dans le but de la restituer à la fin d'un projet qui peut s'étaler sur plusieurs décennies.

Dans le cadre de l'année de la Chine en 2004, les Archives municipales de Dunkerque ont voulu mettre à jour l'histoire méconnue des travailleurs chinois, venus à Dunkerque au cours de la Première Guerre mondiale pour soutenir et suppléer la main-d'œuvre civile. Les Dunkerquois ignoraient que trois mille Chinois avaient travaillé chez eux au cours de la Première Guerre mondiale.

En offrant à la population dunkerquoise du xx<sup>e</sup> siècle un regard sur cette époque, nous avons pu mettre en exergue les tensions entre la population locale et les Chinois, mais aussi entre les différentes communautés présentes à Dunkerque (Africains et Chinois).



Travailleurs chinois à Dunkerque,  
photographie d'Henri Watthé, 1915.

### Soldats et travailleurs au cours de la Grande Guerre

*Dans le Nord de la France, c'est par centaines de milliers que des soldats des Suds se croisent et rencontrent les centaines de milliers de mobilisés des pays alliés. Si les montagnards marocains et algériens ou les contingents indiens résistent bien à la boue et au froid des tranchées, ce n'est pas le cas des tirailleurs d'Afrique noire qui sont relevés, à cause d'infections pulmonaires. La nouvelle forme de guerre est totale.*

*Pour un combattant en première ligne, il en faut plus de trois à l'arrière pour assumer les tâches de fabrication, de maintenance et d'approvisionnement, comme les Ghurkas mettant en place les câbles de communication dans la région. Trois cent mille travailleurs sont recrutés aux colonies, ainsi que de la main-d'œuvre chinoise. Les tirailleurs nord-africains, africains, malgaches et indochinois sont affectés à des travaux de manutention dans les poudreries, usines, dépôts de chemin de fer... Cette main-d'œuvre nouvellement recrutée sera installée près des côtes ou près des grands centres industriels, comme les travailleurs malgaches à Bergues, ou les travailleurs chinois à Dunkerque, Houdain et Boulogne-sur-Mer.*

*À Dunkerque, les tensions de la guerre se font sentir. En 1917, les ouvriers chinois se mettent en grève pour manifester leur peur de mourir sous les bombardements constants. Le feu des canons allemands sur la ville, les conditions difficiles de travail, les bas salaires sont autant de facteurs qui créent des conflits entre les travailleurs comme, par exemple, entre les dockers chinois et africains en 1918. Enfin, de nombreux soldats et travailleurs resteront après la guerre. Par la suite et tout au long des années 20, les tirailleurs, pour l'essentiel des Algériens, Marocains ou Malgaches, engagés volontaires pour échapper à la misère du bled, vont être placés en garnisons pour protéger les frontières du Nord-Est.*

## DE LA RECHERCHE

à l'enseignement

Gérald ATTALI

*Inspecteur pédagogique de l'éducation nationale*

Depuis le renouvellement des programmes scolaires, l'histoire de l'immigration, déjà présente au lycée, est maintenant au programme des séries technologiques et des collèges. La mention « histoire de l'immigration » se présente comme l'un des impératifs majeurs pour comprendre l'histoire. Si l'histoire de l'immigration n'est entrée que tardivement dans les programmes d'histoire, les phénomènes migratoires étaient déjà abordés dans les programmes de géographie mais, seulement inscrits dans le présent.

Les changements de programme peuvent être longs car ils sont à la croisée de deux évolutions : l'évolution des savoirs (issue de la recherche) et les attentes de la société. L'intérêt de la recherche pour le phénomène migratoire ne remonte qu'aux années 80 et l'histoire enseignée accuse toujours un temps de retard par rapport à la recherche.

## L'ENGAGEMENT

de la Drac

Colette DREAN

*Conseillère patrimoine et archives à la Drac et coordinatrice avec l'Acse du programme Confluence, migrations en Nord-Pas-de-Calais*

L'engagement spécifique de la Drac sur la mémoire de l'immigration est né en 2004, notamment à l'initiative du Préfet de Région lors de la rédaction du programme régional de l'insertion des personnes immigrées. Elle a animé, en partenariat avec l'Acse, un groupe de travail qui a largement débattu des questions telles que : Comment préserver la mémoire de ces courants migratoires ? Quelle place joue-t-elle aujourd'hui ? Comment aborder cette mémoire pour l'inscrire dans le patrimoine collectif et la faire vivre dans une perspective d'avenir ? Le programme *Confluence* est né de ces rencontres pour mettre en réseau des institutions, des acteurs de terrain et les habitants eux-mêmes autour de ces questions et dans une vraie dynamique de développement et de démarche partagée.

Youcef BOUDJEMAI

Cet investissement de la Drac dans la mémoire de l'immigration est-il nouveau ?

Colette DREAN

Non. La thématique génère à la Drac une réflexion et une mise en travail sur le territoire par les structures culturelles partenaires dans l'ensemble des disciplines artistiques. Traiter la question de l'histoire de l'immigration revient aussi à poser la question : comment le patrimoine, l'espace urbain — héritage tangible — est également le patrimoine de tous et une reconnaissance partagée par tous ?

**« Dans les quartiers historiques de l'immigration, des "bleds" se sont peu à peu reconstitués. »**

Khadija Noura, université de Metz

## L'ART COMME UNE ARME

contre le racisme

Chantal LAMARRE

*Directrice de Culture Commune, Scène nationale du bassin minier du Pas-de-Calais*

La Scène nationale a pour mission le développement artistique et culturel du bassin minier du Pas-de-Calais. Nous avons voulu inscrire dans la durée un projet artistique et culturel, avec et pour la population de ce territoire. Il y a vingt ans, nous avons en effet constaté qu'il était en grande souffrance : la population y avait été exploitée, voire humiliée et que d'importantes inégalités subsistaient entre le territoire du bassin minier et la métropole lilloise. L'évolution et la transformation du territoire constituaient l'enjeu fondamental des projets artistiques et culturels mis en œuvre, avec pour partenaires les communes, les institutions et la société civile.

L'ambition de Culture Commune a toujours été de valoriser les habitants, d'ouvrir ce territoire sur le monde mais aussi de révéler et combattre tous les déterminismes qui empêchent l'émancipation individuelle et collective. Force était de constater qu'une partie de la population était raciste et que cela constituerait un axe fort de notre travail de développement culturel. Je ne peux dissocier cet engagement de mes origines. Fille d'ouvriers, j'avais très tôt pris conscience que dans ma famille, dans mon quartier les propos racistes faisaient « inconsciemment » partis des échanges entre les gens et que pour en sortir, nous avions tous un travail à faire sur nous-mêmes comme par exemple revisiter les mots employés dans nos prises de paroles, les blagues, les expressions populaires...

L'art peut être une arme contre le racisme. Les artistes ont cette capacité à travailler le conscient et l'inconscient social dans leurs œuvres.

**« Aujourd'hui encore, les associations de l'immigration participent indéniablement de la dynamique culturelle, politique et sociale des régions du Nord-Est. »**

Alexia Serré

## UNE POLITIQUE

schizophrène

Jacques LEMIERE

*Sociologue, professeur agrégé de sciences sociales au Centre lillois d'études et de recherches sociologiques et économiques (CLERSE - UMR CNRS 8019), Université Lille 1 (Sciences et technologies)*

Dans les rapports « histoire – mémoire – politique », la mémoire n'est jamais motrice : c'est la politique (l'état politique d'un pays, et donc aussi la politique de l'Etat) qui reste motrice. On le mesure par le temps qui reste nécessaire pour que des vérités soient reconnues : il y a, par exemple, le tort et la violence faite aux mineurs marocains au moment de la fermeture des mines, au seuil des années 1980, et bien plus tard il y a ce travail dit « de mémoire » s'exprimant dans des œuvres, cinématographiques ou autres. Mais la mémoire reste sous prescription de la politique. Or, d'un côté, l'Etat mène une action politique publique de séparation, de différenciation et de persécution (avec les lois sur le droit d'entrée, de séjour des étrangers et d'asile), et de l'autre, il mène une politique publique d'affichage et de lutte contre les discriminations, de promotion des différences culturelles et de la mémoire. Pour la recherche et l'action culturelle, cette double face de l'Etat est un véritable défi. Les acteurs de la production de savoirs et de la production culturelle ont alors une responsabilité politique. Aucune action culturelle dans ce domaine ne peut être politiquement naïve et ne peut éviter d'avoir à réfléchir à cette schizophrénie de l'Etat.

## L'HÉRITAGE OUVRIER

dans les cités

Éric MARLIERE

Chercheur associé au Centre de recherches sociologiques sur le droit et les institutions pénales (CESDIP) et au Centre d'études et de recherches sur les actions locales (CERAL)

J'ai mené une étude sur les jeunes des cités : ce sont des enfants d'ouvriers qui ne peuvent devenir ouvriers et peinent à être salariés. Et parmi eux, se trouvent des enfants d'immigrés d'anciens pays colonisés. Ces enfants sont les déshérités de la classe ouvrière et subissent la fin du monde industriel, avec le déclin de la classe ouvrière, des syndicats et de l'éducation populaire.

Par ailleurs, les jeunes des cités suivent des trajectoires différentes : étudiants, salariés, délinquants, pratiquants assidus de la religion musulmane... « Le jeune de cité » n'existe pas, les parcours sont différents, et l'image du stéréotype du « jeune de cité » est le fruit d'une construction sociale, médiatique et politique.

Il règne dans beaucoup de cités, un sentiment d'injustice, des rapports de méfiance vis-à-vis des institutions, des regards déabusés sur les institutions d'encadrement, sur les travailleurs sociaux, sur l'école et la politique, et une vision cynique de la société. Les jeunes ne se perçoivent pas dans une démocratie et se sentent même, paradoxalement, en insécurité. Les conditions de vie et les espoirs de vie se dégradent des jeunes rencontrés sur nos terrains d'enquête car le travail n'est plus rémunérateur.

En conclusion, ces héritiers des quartiers populaires sont les déshérités de la classe ouvrière et cumulent quatre handicaps sociaux majeurs : ils appartiennent aux classes populaires déstabilisées par les mutations économiques, ils sont jeunes et subissent par conséquent les effets de la crise, ils endurent un racisme institutionnel et habitent dans des quartiers populaires trop souvent stigmatisés.



Manifestation contre la fermeture des mines du Nord [Lille],  
photographie anonyme, 1987.

### Les Trente Glorieuses

*Le voyage vers la France est l'objectif de nombreux Nord-Africains dans les années 50. À partir de 1947, sous le double effet de la crise de la société algérienne et marocaine, et des besoins de la reconstruction dans le Nord de la France, ils travaillent dans le bâtiment et les travaux publics, ou encore dans les grandes industries comme Schneider à Valenciennes, Thomson à Seclin, ou bien Vallourec à Lille. L'immigration demeure pour l'essentiel le fait d'hommes jeunes ou arrivant seuls, alors que beaucoup d'entre eux ont en réalité une famille en Afrique du Nord.*

*À partir de 1949, la crise des frontaliers belges ouvre aux Algériens l'accès aux filatures de Roubaix et de Tourcoing<sup>32</sup>. Les Marocains, quant à eux, deviennent la principale main-d'œuvre engagée par les houillères dès le milieu des années 60. Ils seront les premiers sacrifiés des crises du bassin minier.*

*Le reste des migrants constitue une population itinérante à la recherche d'un emploi précaire. Résidant en ville dans des vieux quartiers ouvriers, comme Saint-Sauveur ou Wazemmes à Lille ou le quartier de la Guinguette à Roubaix, les Nord-Africains vivent dans des habitats particulièrement insalubres, hôtels ou cafés garnis. La situation est plus avantageuse dans le bassin minier, où les Houillères prennent en charge l'habitat. La contrepartie en est un contrôle social pesant auquel le Mouvement pour le triomphe des libertés démocratiques (PPA-MTLD) s'attaque avec succès à partir de 1952.*

<sup>32</sup> RAINHORN Judith, *Histoire et mémoire des immigrations en Nord Pas-de-Calais, XIX<sup>e</sup>-XX<sup>e</sup> siècles*, rapport final, mai 2007, direction régionale - Nord-Pas-de-Calais, FASILD, 220 p.

## L'IMMIGRATION

au-delà du travail

Bruno LAFFORT

Sociologue, membre du CLERSE

J'ai commencé une étude sur les couples mixtes, c'est-à-dire les enfants nés en France de parents algériens et les enfants nés en France de parents français. La mixité de ces couples est en même temps source de difficultés et source de richesses. L'immigration ne peut plus aujourd'hui s'analyser uniquement par le spectre du travail. Elle concerne aussi des intellectuels, des femmes seules, des sans-papiers...

Cette vision de l'immigration est peu répandue. Et pourtant, les nouvelles générations d'immigrants des Suds ont su s'implanter dans le territoire Nord-Pas-de-Calais par le biais non seulement du travail mais aussi du commerce, de la culture, de la vie associative...

## LE TERRITOIRE

des mémoires

Yacine CHAÏB

Directeur régional de l'Acse Picardie

Mon travail en Picardie se décline en deux axes : préparer l'avenir des jeunes générations en amenant la culture vers un jeune public et aménager le territoire des mémoires : donner des noms de rues ou de places à des personnes symboles de la diversité. Il existe un tourisme des mémoires en Picardie, on se déplace pour « voir de la mémoire ». La mémoire est aussi un moyen de développement économique et culturel. Un colloque traitera prochainement d'ailleurs du tourisme des mémoires au service du développement économique et culturel.

### Nouvelles générations

*Dans les quartiers historiques de l'immigration, les principales nationalités d'origine se sont peu à peu reconstituées dans la région Nord-Pas-de-Calais. Motivée par la crainte de la solitude, la stabilisation des réseaux d'émigration et des projets d'implantation définitive, l'immigration familiale progresse dans les années 70. Mais avec le déclin du monde industriel, les quartiers de l'immigration se déplacent des cités ouvrières aux cités HLM. Leur attrait initial se dissipe peu à peu, laissant place à une image négative de zones urbaines devenues banlieues marginales.*

*La présence des Suds dessine un nouveau visage des villes. Les commerces immigrés ont désormais un poids économique indéniable. Cafés-restaurants algériens, boucheries halal et autres bazars marocains, chinois ou turcs participent à la vitalité des quartiers en drainant une clientèle cosmopolite. Accordant aux étrangers le droit de s'associer librement, la loi du 9 octobre 1981 impulse un élan considérable à la vie associative née de l'immigration. Les activités restent consacrées au maintien de la culture et de la langue d'origine, et centrées sur une solidarité intracommunautaire forte.*

*Dans ce mouvement, de nouvelles populations s'installent en région, en provenance d'Afrique noire notamment — particulièrement d'origine malienne et sénégalaise —, mais aussi de Chine et de Turquie. Certaines s'investissent localement, sur le plan politique, syndical et dans les débats sur la reconnaissance et les droits politiques des étrangers et de leurs enfants. Aujourd'hui encore, les associations de l'immigration participent indéniablement de la dynamique culturelle, politique et sociale de la région Nord-Pas-de-Calais.*

## DÉBAT

entre intervenants et public

Nicolas BANCEL

Le contexte actuel de politique sécuritaire est le signe d'une régression vis-à-vis de l'immigration et des sans-papiers. C'est une crise schizophrénique dressant d'un côté une politique d'insécurisation (gouverner par l'angoisse) et de l'autre l'affichage d'une reconnaissance de la multiculturalité. Et pourtant, il faut reconnaître que les mesures de lutte contre les discriminations ont été prises dans ce contexte...

Le deuxième constat est celui d'un procès en séparation des quatrième et cinquième générations issues de l'immigration, et d'une désaffiliation d'une partie des dernières générations issues de l'immigration. D'où le sentiment d'une désaffection du national, qui provoque les crispations que l'on sait. D'autre part, on ne doit pas perdre de vue que la condition de possibilité de cette situation d'éclatement social est avant tout la déstructuration du tissu industriel et des solidarités ouvrières qui allaient avec. Dans le bassin minier, le racisme résiste pour ces raisons de fonds – culturelles et sociales – quelles que soient les actions mises en place par les pouvoirs publics.

C'est pourquoi un travail sur les représentations et une analyse sans complaisance de la construction historique des mentalités vis-à-vis des courants d'immigration successifs est indispensable. Car les questions posées par cette analyse renvoient à des phénomènes transversaux ou pourrait-on dire anthropologiques : il s'agit de la désignation de l'autre, plus exactement la manière dont chaque société construit un Autre pour se reconnaître. Seul un travail de déconstruction de ce processus de construction de l'Altérité (dont le colonisé puis l'immigré sont évidemment des figures centrales) permet de mettre à distance les représentations (ce que l'on pourrait appeler les « schèmes cognitifs » concernant les immigrés) les plus dangereuses.



Meeting du 1<sup>er</sup> mai de l'USTA [Roubaix],  
photographie du journal Nord Éclair, 1970.

« [...] chaque groupe préserve  
à sa manière un sanctuaire de la  
mémoire de ses origines [...] »

Ahmed Boubeker, université de Metz

## DÉBAT

entre intervenants et public

### Chantal LAMARRE

Pour que la démarche soit cohérente, je ne dissocie pas le territoire sur lequel je travaille, des actions ni de la présence d'artistes. Pour toucher le public pour lequel nous organisons nos programmes, nous menons un travail de proximité [...]. Il n'y a pas de demande sociale culturelle puisqu'on leur a toujours dit que la culture n'était pas pour eux. Il faut donc commencer par rendre légitime l'acte d'aller au spectacle, de pratiquer un art... en proposant dans la proximité un véritable accès à la culture grâce à la présence d'artistes et des partenariats.

### Intervention dans le public

On reconnaît les souffrances du passé pour ne pas voir celles d'aujourd'hui. Notre présent a besoin de réactualiser et de décoder l'imaginaire colonial. Mais, en même temps les personnes issues de l'immigration ne veulent pas de reconnaissance du passé mais un accès aux mêmes droits que les autres, notamment un accès à la culture [...].

### Intervention dans le public (un enseignant)

Les nouveaux programmes scolaires témoignent d'une certaine avancée, cependant les enseignants manquent d'outils et de formation. Les initiatives des enseignants sont porteuses de projets très instructifs mais éphémères.

### Gérald ATTALI

[...] Les outils permettant de construire une histoire de l'immigration dans l'enseignement sont effectivement rares. Les projets pédagogiques fonctionnent autour de la reconnaissance et de la légitimité de la souffrance passée : on retrouve un rôle thérapeutique. Introduire l'histoire de l'immigration dans les programmes permettra d'aller au-delà du « devoir de mémoire » pour tendre vers un véritable travail d'histoire.

### Jacques LEMIERE

La relation entre le présent et le passé est difficile. Par exemple, concernant les relations entre mineurs d'origines nationales différentes, les mineurs ne se reconnaissent pas tous dans la version du passé racontée à Lewarde. Le travail sur ces questions dites « de mémoire » n'est pas impossible, mais il n'échappe pas à une terrible responsabilité. Aujourd'hui, un ministère regroupe intégration, immigration et « identité nationale », et cet instrument a nécessairement, sur les représentations telles qu'elles se construisent au présent, des finalités et de fortes conséquences idéologiques et politiques.



*Bana-Bana. Boulevard des Écoles [Lens],  
photographie du journal La Voix du Nord, 1971.*



